



## Dates à retenir

- **Samedi 23 septembre**, (à confirmer) appel national de syndicats, d'associations, partis, *"pour la fin du racisme systémique, des violences policières, pour la justice sociale et les libertés publiques"*
- **Jeu. 28 septembre** (à confirmer), « accueil » de la **Pre. mière Ministre**, qui est annoncée pour clôturer le Congrès des Régions de France à Saint-Malo.
- **Vend. 13 octobre**, mobilisation de l'intersyndicale **contre l'austérité, pour les salaires et l'égalité femmes-hommes**

**Pour prendre contact avec le NPA:**

[npasaintmalo@gmail.com](mailto:npasaintmalo@gmail.com)

## Climat, racisme d'État, inflation, répression... Il y a urgence à s'organiser !

Effets du réchauffement climatique, racisme d'État, explosion des prix, inégalités, pauvreté : la rentrée est marquée par ces préoccupations.

Une nouvelle fois, l'été a montré l'ampleur de la crise climatique. Ambiance caniculaire à l'échelle internationale, sécheresse, incendies gigantesques (Canada, Grèce, Rhodes...), inondations (Grèce, Turquie, Bulgarie...), l'impéritie, l'inertie et la responsabilité des états et du mode de production vis-à-vis de ces catastrophes, sont désormais patentés. Car c'est bien ce mode de production capitaliste, si générateur de profits mais si destructeur qu'il faudrait remettre en cause. Or, les dirigeants politiques du monde entier s'attachent toujours à maintenir les profits en recourant à l'autoritarisme et aux politiques répressives et -discriminatoires.

### Toujours l'islamophobie

En cette rentrée scolaire, sans doute pour détourner l'attention, le gouvernement mène une offensive raciste avec l'interdiction de l'abaya. Le pouvoir prétend que derrière ce vêtement ample se dissimuleraient des intégristes musulmans. Il a donc envoyé la police devant des centaines d'établissements scolaires pour interdire physiquement ce vêtement. Une agression islamophobe et une pression sur l'ensemble de la jeunesse, au moment où celle-ci est confrontée à un avenir bien sombre, entre violences policières, changement climatique catastrophique et crise économique génératrice d'inégalités. Et l'offensive se prolonge avec la proposition d'obliger à porter l'uniforme dans les écoles des quartiers populaires !

### Violences policières et violences sociales

Après avoir fait passer en force la réforme des retraites, et alors que l'inflation a dépassé les 5 % depuis un an, le meurtre de Nahel et d'autres violences policières ont entraîné une légitime révolte des quartiers populaires, suivie de l'interdiction de plusieurs manifestations de protestation.

La colère sociale ne s'est pas éteinte, montrant que les capacités de résistance des classes populaires sont réelles. Ces prochaines semaines, la lutte contre Macron et ses amis capitalistes doit continuer. Sinon, nous risquons d'être broyés, contre-réforme après contre-réforme, appauvris par l'inflation et l'explosion des prix, dans un environnement détruit, avec au bout du chemin le danger mortel de l'extrême droite.

### Construire les résistances

L'heure est dès maintenant à la contre-offensive, aux mobilisations. **Samedi 23 septembre**, une grande marche à Paris, des manifestations et rassemblements dans de nombreuses villes sont appelés contre *« le racisme systémique, les violences policières et les inégalités sociales que creuse la politique de Macron »* (voir page 4). Dans les quartiers populaires, sur les lieux de travail, partout, la préparation de cette mobilisation est une priorité afin de construire dans une large unité une réponse au racisme et à la répression.

Une journée de mobilisation et de manifestations intersyndicales est aussi programmée le **13 octobre contre l'austérité et pour les salaires**. En s'appuyant sur ce qui a été construit pendant la mobilisation pour nos retraites, nous pouvons bâtir un mouvement contre ce gouvernement, des grèves contre les capitalistes qui font du fric sur notre dos, pour le blocage des prix de l'alimentaire, la suppression de la TVA sur les produits de première nécessité, pour des augmentations de salaires, 400 euros de plus pour touTEs, et l'indexation des salaires sur les prix.

### Une alternative politique est urgente

Minoritaire à l'Assemblée nationale et décrédibilisé, Macron cherche un successeur, puisque la Constitution ne l'autorise pas à se représenter à la présidentielle de 2027... Ce successeur pourrait être Darmanin, qui incarne parfaitement tout ce qu'il y a de plus répressif et antisocial dans le macronisme. Sans parler de Le Pen qui, en embuscade, attend son heure.

Il y a urgence à construire une alternative anticapitaliste à Macron et son monde. Le NPA défend une alliance de l'ensemble de la gauche sociale et politique prête à en découdre, à construire les luttes, pour une rupture avec la gestion pro-capitaliste du système. C'est l'enjeu des forums anticapitalistes qui se tiendront ces prochains mois. Ces forums ont vocation à faire rencontrer toutes les forces militantes qui partagent ces objectifs. Ce sera également l'un des enjeux des prochaines élections européennes lors desquelles un choix est posé à l'ensemble des organisations de la gauche qui lutte, entre unité avec les sociaux-libéraux ou rassemblement de celles et ceux qui s'affrontent au système.



## BREVES DE PONTONS

### Gare maritime et passerelle du Terminal Ferries Mais, qu'en pensent les conseillers régionaux du secteur malouin ?

En dehors de Stéphane Perrin, vice-président du conseil régional, qui ne réside plus désormais dans le pays malouin, notre secteur compte deux autres conseillers régionaux: Carole Le Béhec et Nicolas Belloir.

Alors que le projet de rénovation du terminal ferries du Naye, du moins pour ce qui concerne la gare maritime, suscite la contestation de plusieurs milliers de personnes (la pétition a recueilli plus de 20.000 signatures !), les deux élu.es susnommé.es sont restés silencieux.se par rapport à ce projet, annoncé comme l'opération majeure du mandat du Conseil Régional.

- Alors que l'ancien maire de Saint-Malo R. Couanau s'est exprimé en disant que ce projet portait « une atteinte grave au paysage littoral » (*Le Pays Malouin*, 17/08/23) et qu'il fallait « remettre le projet à l'étude » (*Ouest-France*, 16/08/23),

- alors que le collectif des Bas-Sablons continue d'exiger « un autre projet de gare », après avoir (enfin et de haute lutte) obtenu communication les simulations de l'impact visuel de la construction, vu de la digue, ce silence des élus régionaux n'est pas acceptable.

Au moment où le Conseil régional doit clore la « concertation » (curieusement la réunion du comité de suivi programmée le 13/09 a été annulée) et lancer l'enquête publique, le minimum est que les élu.es locaux s'expriment. Non ?

DB

## Tou-tourisme

Dans notre dernier numéro, nous avons commencé à aborder (trop succinctement sans doute) la problématique du sur-tourisme. Manifestement, ce sujet qui a agité le « landerneau » malouin en cette période de vacances, préoccupe de nombreux secteurs de la société locale

comme en témoigne le déploiement de deux banderoles sur les murs et ponts de la ville.

Mais qu'on ne s'y trompe pas, ce n'est pas parce que Saint-Malo

(parmi d'autres communes de la Côte d'Emeraude) vient d'être classée parmi les communes autorisées à augmenter le

taux de taxe d'habitation sur les résidences secondaires ou qu'on tente d'encadrer le nombre de locations meublées de courte durée que cela va changer au fond la tendance. Tout est une question de volonté politique. Un des points de passage est certainement le Plan Local d'Urbanisme (PLU).

Nous y reviendrons donc en examinant les différents aspects (économiques, politiques, sociaux, environnementaux, fiscaux) de cette question qui ne peut que « croître et embellir » dans le contexte général de dérèglement climatique.



## Accès aux soins: ça ne s'arrange pas !

**163 services d'urgences** ont fermé au moins ponctuellement leurs portes durant l'été, c'est à dire qu'ils ont refusé certains jours ou à certaines heures, l'accès spontané des patients.

**166 SMUR** ont fermé au moins une fois une de leur ligne SMUR, c'est-à-dire qu'un médecin et un.e infirmière ne se sont pas déplacés près d'un patient sollicitant des soins urgents et donc que la réponse à l'urgence vitale préhospitalière a été entravée, mettant ainsi en péril la sécurité de la population.

Autant dire que la situation ne s'arrange pas d'autant qu'on annonce pour 2024 un Ondam (objectif national de dépenses d'assurance maladie) à +2,6%, donc bien en dessous de l'inflation. Pas de sous pour financer les mesures prises par le gouvernement, pas assez non plus pour maintenir les moyens existant, c'est l'assurance de la poursuite des fermetures de lits et de la fuite des personnels. De ce dernier point de vue, les annonces de Borne du 31/08 sur la revalorisation du travail de nuit, des dimanches et des gardes ne vont pas changer la situation. Elles ne font, pour une bonne part, que pérenniser des mesures du Ségur et ne sont pas à la hauteur (les EHPAD et les sages femmes ne sont pas concernées !). Pire, rien ne garantit qu'elles seront financées intégralement. Pour les payer les directeurs d'hôpitaux préviennent qu'il leur faudra alors réduire encore leurs effectifs. On est loin de l'objectif de rendre les professions de santé attractives ce qui passe :

- par l'augmentation générale des salaires de toutes et tous
- un plan de formation et de recrutement de personnel
- et donc l'augmentation massive des budgets hospitaliers

Par-dessus le marché, est annoncé un doublement des franchises médicales de cinquante centimes d'euros sur chaque boîte de médicament ou transport médical, la « participation » forfaitaire d'un euro sur les consultations, un quatrième jour de carence sur le remboursement des arrêts de maladie, et le transfert des dépenses vers les complémentaires santé dont les prix vont encore exploser. C'est l'accès aux soins qui va encore se réduire et l'inégalité devant la santé qui va se creuser.

Plus de 50 d'organisations et collectifs se mobilisent pour l'accès aux soins pour tou.tes pour l'obtention d'un budget de la Sécurité Sociale pour sortir de la crise sanitaire et répondre aux besoins des populations. Ils s'engagent dans la construction d'un « **Tour de France pour la Santé** ». Celui abordera notre région début octobre. A suivre...

## FRANCAFRIQUE ADIEU !!

Après le Mali, la Guinée, la Centrafrique et le Burkina Faso, les militaires ont pris le pouvoir, au Niger, puis au Gabon. Certes les putschistes en kaki ne représentent nullement une alternative pour les populations. Pas plus d'ailleurs que les sanctions économiques et les menaces d'intervention militaire de la CEDEAO (Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest), soutenues par Macron.

Reste que le fait marquant est que la population du Niger s'est levée pour que cesse le pillage de son pays par l'ancien colonisateur. Idem au Gabon, où la population applaudit au coup d'état de militaires qui ont mis un terme à la « dynastie » Bongo, largement soutenue par l'Elysée et le Quai d'Orsay.

Plus de 60 ans après les pseudo-indépendances, gangrénées par la corruption, la répétition de ces événements met en cause l'ex-colonisateur français. Car sur le fond, les pays et les peuples du fameux pré carré français sont toujours parmi les plus pauvres du monde.

15 ans après la fin de la Seconde Guerre mondiale, De Gaulle anticipait sur le désir d'indépendance des colonies africaines et leur octroyait une indépendance purement fictive, qui se résumait en gros au droit d'avoir un drapeau, une belle devise et un hymne national, contre la

N'hésitez pas à faire part de ce bulletin à vos collègues, parents, ami.es, à visiter notre site internet 35 et à discuter sur notre page facebook :

<http://www.anticapitaliste-35.org>

<http://www.facebook.com/npaSaintMalo>



## 11 septembre 1973, la nuit fasciste s'abattait sur le Chili

Le 11 septembre 1973, Salvador Allende, élu démocratiquement président du Chili trois ans plus tôt, meurt dans le Palais de la Moneda alors que celui-ci est pris d'assaut par les putschistes.

Ce coup d'État contre le gouvernement d'Union Populaire fut tout sauf une surprise. Fin juin 1973, l'armée avait déjà lancé une attaque en envoyant une colonne de chars sur le palais présidentiel. Durant l'été, les militaires avaient achevé leurs préparatifs, en faisant torturer et assassiner les soldats de gauche.

Le 4 septembre, pour les trois ans de l'arrivée de la gauche au pouvoir, 700 000 chiliens s'étaient rassemblés à Santiago pour demander des armes au socialiste Allende, qui respecta jusqu'au bout la légalité républicaine jusqu'à promouvoir le général Pinochet, commandant en chef de l'armée.

### Une expérience de transition pacifique vers le socialisme

Fondée sur l'alliance du PS et du PC, l'Unité populaire s'était mise en place dans le cadre de la stratégie étagée définie par l'URSS, afin d'offrir un débouché électoral au mouvement de masse. Durant les années 1960, la classe ouvrière chilienne avait en effet pris conscience de sa force, puisqu'un ouvrier chilien sur trois était syndiqué, le plus souvent dans la centrale syndicale CUT, contrôlée par le PC. Le mouvement paysan, qui exigeait l'accès aux terres confisquées par les grands propriétaires, avait lui aussi connu un spectaculaire développement : en 1970 pas moins de 39 % des salariés agricoles étaient syndiqués. Enfin, la jeunesse profitait de l'essor des universités pour développer des aspirations radicales, portées par le MIR, la plus puissante des organisations marxistes révolutionnaires, mais aussi le MAPU, le parti de la jeunesse démocrate-chrétienne, en voie de radicalisation.

À la jeunesse radicalisée et aux masses paysannes et ouvrières, le socialiste Allende n'avait à offrir que la perspective d'une « transition

pacifique » vers le socialisme. Avec ses alliés du PC, Allende proposait de **sortir progressivement du capitalisme** par une série de réformes paisibles, effectuées **dans le cadre de la légalité constitutionnelle**. Après sa victoire électorale de septembre 1970, Allende prit l'engagement solennel de ne pas remettre en cause la place privilégiée de l'armée et de l'Église et surtout de ne pas s'attaquer à la propriété privée. S'il nationalisa 91 entreprises, il le fit en indemnisant leurs actionnaires, tout comme il indemnisa les propriétaires des latifundia touchés par sa réforme agraire. Les masses contestèrent cette option : les ouvriers multiplièrent grèves et occupations d'usine, tandis que la paysannerie organisait, en toute illégalité, un authentique partage des terres.

### L'exacerbation de la lutte des classes

Malgré la modération du gouvernement Allende, le président américain Nixon ne toléra pas cet espoir de transformation sociale qui se levait en Amérique du sud. Les USA organisèrent un effondrement du cours du cuivre, la principale ressource du Chili. Ils agirent pour que la Banque mondiale refuse tout délai de paiement au gouvernement, qui ne put faire face à sa dette qu'en laissant courir l'inflation. Surtout, les USA apportèrent leur soutien aux forces les plus réactionnaires, encourageant les sabotages économiques par la bourgeoisie chilienne (grève des transporteurs routiers, médecins, avocats, lock out patronal...), mais aussi les velléités putschistes de l'armée et des groupes d'extrême droite.

Le monde du travail réagit toutefois aux sabotages : les travailleurs chiliens firent rouvrir les entreprises, les réquisitionnèrent et développèrent des « cordons industriels », qui organisaient les secteurs en lutte. Alors que la bourgeoisie n'avait plus comme espoir que le recours à l'armée, le PC et la fraction la plus droitière du PS s'opposèrent farouchement à la perspective de la désarmer. Pire, Allende rechercha un impossible compromis avec la

droite et l'armée au lieu d'armer les masses et d'organiser un authentique pouvoir populaire. C'est cette politique aveugle qui conduisit au coup d'État. Le 11 septembre, le suicide d'Allende sans combattre fut le point d'orgue de sa **politique d'impuissance**, que le peuple chilien paya au prix fort dans les chambres de torture. Nixon pouvait triompher : le coup d'État au Chili avait porté un coup très dur à toutes les forces anti-impérialistes de l'Amérique du sud. De nouveaux « Chicago boys » arrivèrent au Chili, profitant de l'écrasement de la classe ouvrière pour faire de ce pays un **laboratoire du néolibéralisme**, à coup de privatisations et de libéralisation économique.



La liquidation par la force de l'expérience de la gauche chilienne eut un fort retentissement dans le monde et notamment en France où le PS et le PCF venaient de constituer l'Union de la Gauche en vue de prendre le pouvoir par les urnes et d'appliquer le « Programme Commun », en respectant le cadre des institutions de la Vème République. L'écrasement de la gauche chilienne donna lieu à de vastes débats au sein du mouvement ouvrier et suscita de nombreuses actions de solidarité.

Voilà un événement qui fait encore aujourd'hui écho et concrétise des clivages entre réformistes et révolutionnaires.

D'après Laurent Ripart, dans *l'Anticapitaliste* n°672

**A lire, le dernier ouvrage d'Olivier Besancenot et Michaël Lowy**



signature d'« Accords de coopération ». Ces accords ne prévoyaient aucune réelle souveraineté des nouveaux états, pas plus monétaire qu'économique ou politique. Sékou Touré, en Guinée, refusa de signer, ce qui provoqua l'ire de De Gaulle qui envisagea même un coup d'état militaire pour punir celui qui lui tenait tête. D'autres militants politiques, tels Ruben Um Nyobé au Cameroun ou plus récemment Thomas Sankara au Burkina, payèrent de leur vie leur non-soumission et leur non-alignement. Et la France mit en place les dirigeants de ses « ex-colonies » en choisissant naturellement les plus dociles et les plus corruptibles.

Ainsi pouvait se poursuivre le business des grands groupes français, Elf Aquitaine pour le pétrole, Areva pour l'uranium... ainsi que pour le bois, le cacao, le coton, l'arachide, l'huile de palme et autres minerais avec la bienveillance stipendiée des Bongo au Gabon, des Issoufou, puis Bazoum au Niger, des Biya au Cameroun, Sassou Nguesso au Congo et autre Gnassingbé au Togo...

L'objectif de ce (néo)colonialisme n'a jamais varié : importer au prix le plus bas possible un maximum de matières premières africaines pour les consommer ou les transformer et les revendre le plus cher possible, y compris et entre autres dans les ex-colonies. C'est dans ce but que furent construites les infrastructures permettant, avant de répondre aux besoins des populations, d'acheminer et exporter les ressources africaines destinées à la France, mais aussi que fut instaurée une monnaie échappant au contrôle des pays colonisés : le franc CFA.

Pour que tout fonctionne au mieux, il fallait aussi que l'Afrique ne puisse ni s'industrialiser ni retourner à une agriculture vivrière. Forcée de développer une **agriculture d'exportation** (afin de pouvoir rembourser ses « dettes odieuses », entretenues par le FMI et la Banque Mondiale), l'Afrique importait sa nourriture, devenant encore plus

dépendante de l'ancien colonisateur. Tel a été mis en place au fil du temps un système politique, économique et monétaire parfaitement huilé : la **Françafrique**.

Sauf qu'aujourd'hui, ce système se grippe et n'est plus supporté par les populations. Les discours insultants de Sarkozy à Dakar (« *l'homme africain n'est pas assez entré dans l'Histoire* ») et le comportement de Macron à Ouagadougou en 2017 n'ont rien arrangé alors que le pillage en règle pratiqué par les « investisseurs » hexagonaux se poursuivait. En outre, sous prétexte de lutte contre le terrorisme, l'armée française s'est incrustée dans les pays du Sahel, accumulant les erreurs de jugement, ne faisant aucun distinguo entre indépendantistes, djihadistes et terroristes et bombardant le tout à l'aide de drones, au point que les populations posent ouvertement la question de savoir si la France est là pour chasser les djihadistes ou sauver les despotes.

Les populations n'en peuvent plus. Au terme de 60 ans de pseudo-indépendance, les pays de la Françafrique figurent toujours parmi les plus pauvres du monde et sept d'entre eux (Tchad, Niger, Centrafrique, Mali, Burkina Faso, Guinée, RDC) sont même dans le groupe des 10 pays d'Afrique au plus faible indice de développement humain (IDH); pourquoi l'ex-colonisateur déciderait-il encore de qui peut et doit acheter quoi, du maintien en place de ses marionnettes ou de l'installation de nouvelles.

Ces derniers jours, plus de 20.000 personnes acclamaient la junte au pouvoir dans le stade de Niamey au Niger. L'ambassadeur de France a été prié de plier bagages. La base militaire française aussi. Macron a beau bomber le torse en refusant de rappeler l'ambassadeur et de rapatrier les troupes françaises du Niger, le train de l'histoire est passé.

**La Françafrique c'est fini et c'est tant mieux !**

D'après A.H.G. Randon (blog MédiaPart)

**Pour la fin du racisme systémique,  
des violences policières, pour la justice sociale  
et les libertés publiques**

**Marches unitaires  
samedi 23 septembre**

Le meurtre de Nahel, tué par un policier le 27 juin 2023 à Nanterre, a mis de nouveau la lumière sur ce qui doit cesser : le racisme systémique, les violences policières et les inégalités sociales que creuse la politique de Macron. Une politique néolibérale imposée par des méthodes autoritaires, des lois sécuritaires et une doctrine du maintien de l'ordre décriée jusque dans les plus grandes instances internationales. Une politique régressive qui fait le lit de l'extrême-droite et piétine toujours plus nos libertés publiques, notre modèle social, notre avenir face à l'effondrement écologique.

En première ligne des victimes de ces choix politiques, les habitant-es, et notamment les jeunes des quartiers populaires et des territoires ultramarins, qui subissent de plein fouet l'aggravation de toutes les inégalités sociales dans un contexte économique d'inflation, de hausse des loyers, des prix de l'énergie ... Les réformes de la macronie accentuent la pauvreté en durcissant notamment l'accès aux prestations sociales.

Les révoltes dans les quartiers populaires ne peuvent s'analyser que dans ce contexte global. A côté de cela, de nombreuses violences sont perpétrées contre les populations : délocalisation et destruction de l'emploi, évasion et fraude fiscale, mode de vie des ultras riches écocide, supers profits des multinationales, modes de production hypers polluants responsables de la crise climatique. Et pour cela, l'Etat laisse faire ! De plus, les populations racisées et/ ou issues des classes sociales défavorisées, des quartiers populaires, des zones rurales et périurbaines appauvries, des territoires ultramarins sont victimes de violences institutionnelles et systémiques, notamment policières.

La politique répressive de l'Etat s'étend avec toujours plus d'intensité et de violences policières, d'interdictions de manifester, contre le mouvement social et écologiste, comme lors de la lutte contre la réforme des retraites et à Sainte-Soline. La liberté associative est de plus en plus mise en cause.

Cette situation est d'autant plus inquiétante que l'institution policière paraît hors de contrôle du pouvoir politique. Des déclarations factieuses de certains syndicats de policiers suite au meurtre de Nahel aux déclarations du Directeur de la police nationale et à celle du Préfet de police de Paris, c'est l'institution policière qui aujourd'hui remet en cause l'État de droit.

De nombreuses organisations syndicales, associations, collectifs, comités de quartiers populaires, de victimes de violences policières et partis politiques se mobilisent ensemble dans la durée pour une justice antiraciste, sociale et écologique, féministe et pour que cessent les politiques sécuritaires et anti sociales.

Face à la grave crise démocratique, sociale, politique que nous traversons, elles ne peuvent accepter qu'il y ait encore d'autres morts comme Nahel, ou d'autres blessés, victimes des violences policières.

**Elles appellent à reprendre la rue samedi 23 septembre, à organiser manifestations et autres initiatives pour faire front contre la répression des contestations sociales démocratiques et écologiques, pour la fin du racisme systémique, des violences policières, et pour la justice sociale climatique, féministe et les libertés publiques.**

**Elles exigent des réponses immédiates et dans l'urgence :**

- abrogation de la loi de 2017 sur l'assouplissement des règles en matière d'usage des armes à feu par les forces de l'ordre ;
- réforme profonde de la police, de ses techniques d'intervention et de son armement - remplacement de l'IGPN par un organisme indépendant de la hiérarchie policière et du pouvoir politique ;
- création d'un service dédié aux discriminations touchant la jeunesse au sein de l'autorité administrative présidée par le Défenseur des droits et le renforcement des moyens de lutte contre le racisme, y compris dans la police ;
- plan d'investissement public ambitieux dans les quartiers populaires et sur l'ensemble du territoire pour rétablir les services publics, le financement des associations et des centres sociaux

Tout au long des cinq mois du mouvement social contre la réforme des retraites, notre comité a exprimé son point de vue et tenu, dans son bulletin *Rouge Émeraude*, une chronique de la mobilisation. Nous avons publié en juillet un document pour servir de bilan et de base de débat sur ce mouvement et ses enseignements. Celui-ci est toujours disponible en téléchargement par <http://www.anticapitaliste-35.org/Retour-sur-un-puissant-mouvement.html>.

Une version papier (0,5€) est également disponible.

**Abaya et qamis : non à l'islamophobie d'État !**

Alors que le problème crucial de l'Éducation Nationale est le manque d'enseignant.es (3000 postes non pourvus !), le ministre Gabriel Attal a choisi de placer la rentrée sous le signe d'une nouvelle campagne islamophobe. Rideau de fumée ? Cache misère ?

Après la loi de 2004 contre le port du hijab, l'abaya et le qamis sont aujourd'hui frappés d'interdiction dans les établissements scolaires. La « police des vêtements », religieux ou non, contribue à la stigmatisation des personnes, issues des cultures musulmane et non européennes, ceci en particulier pour les femmes ceci dans une logique assimilationniste et eurocentrée. Cette mesure est politique: elle rejoint le terrain privilégié par l'extrême droite, qui surenchérit et veut imposer un uniforme aux jeunes scolariséEs et en faire de « bons

petits soldats » au service de la « Nation ».

La méthode du gouvernement est un concentré de la violence discriminatoire contre les personnes ciblées par la circulaire. Il est inédit de voir une instruction paraître un 31 août pour application immédiate, dès le



4 septembre. Quant au dispositif qu'il prétend mettre en œuvre, il s'agit d'une agression contre les élèves concernées, autorisées à entrer dans les établissements mais exclusivement pour y être reçues en vue de leur donner le choix entre retirer « l'abaya » ou être envoyées en conseil de discipline. Telle est la conception macroniste du « dialogue » !

Quant aux professeurEs et personnelEs de Vie scolaire, injonction leur est faite de faire respecter le dispositif en interdisant aux élèves l'entrée des salles de cours. Et, le 4 au matin, c'était même la police qui était présente aux portes de certains établissements pour s'assurer de la « sérénité » du déroulement de la rentrée et de l'application de cette mesure coercitive.

Pour Macron, il s'agit de continuer la mise au pas de la jeunesse des quartiers populaires et racisés afin de créer un consensus raciste au sein même de l'École et de ses personnels, ceci au nom de la « laïcité ».

Aujourd'hui, au contraire et plus que jamais, les personnels de l'Éducation nationale et leurs organisations syndicales doivent s'engager à défendre leurs élèves contre la répression, les discriminations racistes et sexistes de toutes sortes, et lutter pour une éducation de qualité pour toutes et tous.

Halte à cette chasse au voile, à l'abaya, au bandana et à tout autre prétexte vestimentaire, à seule fin de désigner, ostraciser et réprimer des boucs émissaires.